

La libération du département du Cher

Bien entendu la libération du département du Cher n'est pas à isoler de celle de l'ensemble du territoire français mais il a existé de grandes différences dans ce qui fut la fin d'une occupation –exploitation selon les situations locales : différences de dates (la Corse fut entièrement libérée dès octobre 1943), les « poches » allemandes de l'Atlantique seulement en avril-mai 1945), rôles respectifs des alliés et des forces de la Résistance (Paris, Toulouse et Lyon).

I - Situation du département fin 1943-début 1944

1. Le ressenti de la population

Sans vouloir exagérer on peut dire que le gouvernement de Vichy, en général bien apprécié en zone non occupée très rurale, est à partir du milieu de l'année 1943 totalement discrédité dans les deux zones :

- il n'a pas pu empêcher l'invasion de la zone sud
- Il collabore à outrance
- Il a institué le STO (Service du Travail Obligatoire en Allemagne)
- Il a créé une organisation paramilitaire : la Milice (30 janvier 1943) qui a recruté massivement dans le Saint-Amandois. Supplétifs des Allemands, violents, arrogants, les miliciens sont détestés.
- Sa propagande est de plus en plus déconnectée du vécu des Français.

2. La Résistance : difficultés et ténacité.

La ligne de démarcation, véritable frontière entre les zones occupée et non occupée joue un rôle fondamental dans le processus d'implantation et de développement de la Résistance dans le département du Cher. Ainsi les principaux mouvements, à l'exception des organisations créées sous l'impulsion du PCF clandestin dont le Cher est un lieu d'implantation important, ont eu des histoires séparées même après l'ouverture de la ligne de démarcation en mars 1943 suite à l'invasion par l'armée allemande de la zone sud. Cette division se retrouve dans l'organisation militaire de la Résistance : le Cher Nord va dépendre de la région P2 et le Sud de la région R6.

Pour simplifier nous avons des mouvements séparés qui s'ignorent mais dans l'autre camp une répression bien organisée par la SIPO SD ¹ installée à Bourges en 1942. Ses services vont réussir à infiltrer et noyauter dans les deux zones des organisations de résistance en plein développement par ses agents français dirigés par Paoli et le SS Eric Hasse.

¹ SIPO SD : Police de Sûreté Sicheirtspolizei et Sicheirtsdienst service de sécurité du Reich

Le bilan est terrible : août 1943 le mouvement Libération-Sud implanté à Saint-Amand-Montrond, Sancoins, Châteaumeillant et aux alentours est démantelé. 20 arrestations, 9 exécutions, 7 déportations ; octobre 1943 le mouvement Libération-Nord (plusieurs centaines de personnes) a tous ses cadres locaux arrêtés et déportés ; au 1^{er} trimestre 1944 plus de soixante résistants du mouvement Vengeance (implanté en zone Nord) sont arrêtés et déportés. Des officiers de l'armée d'armistice ayant refusé la soumission (leurs unités ont été dissoutes après l'invasion de la zone Sud), engagés dans l'ORA (Organisation de Résistance de l'Armée) sont arrêtés et déportés (Ex. le Commandant Rauscher le 10 décembre 1943).

Sous la direction de militants comme Louis Chevrin, Roland Champenier (19 ans en 1943),



André Lemaire, Marcel Lalonnier et Henry Diaz (ces deux derniers ont combattu dans les brigades internationales en Espagne) les FTP, bras armé du Front National pour la libération de la France (FN) se sont lancés dans la création de maquis, réalisant des sabotages importants (le groupe Chanzy) ou des coups de main. Ces maquis, très mobiles, ne sont constitués que d'une dizaine de combattants en moyenne. La répression s'abat sur eux : 17, dont 4 du Cher exécutés à Orléans en octobre 1943, 9 capturés les armes à la main fusillés à Bourges le 23 novembre 1943.

Seul le mouvement Combat implanté à Saint-Amand échappe à la répression.

Marcel Lalonnier (Colonel Hubert)

La Résistance connaît donc une période très difficile : réprimés, affaiblis, mal nourris, souvent sans armes, mais tenaces, les clandestins connaissent un hiver difficile... l'attente du débarquement annoncé des Alliés, sans désespérer les résistants, constitue un moment difficile de leur combat.

II - Le 6 juin 1944

1. Le débarquement

Selon les témoignages recueillis (Guy Lesimple, Rose Desserin, Georges Chavannaz,...) le débarquement de Normandie (opération Overlord) est connu le jour même jusque dans les camps de concentration.

Le plus grand débarquement militaire de l'histoire : 1 million d'hommes, 566 648 tonnes d'approvisionnement, 171 532 véhicules n'est pas exactement la grande victoire qu'on imagine... il faut presque deux mois pour percer les lignes allemandes à Avranches, mais son impact sur l'opinion publique, le moral des résistants est immédiat.

2. La Résistance : son rôle prévu

Pour la Résistance, les ordres viennent de trois centres de décision :

- du COMAC² (organe central de commandement militaire du CNR)... c'est lui qui a désigné comme chefs militaires Arnaud de Vogüé (Commandant « Colomb » pour la zone nord du Cher et le colonel Bertrand (Benoît) pour la zone sud. Il préconise dès la 2^{ème} quinzaine de mai 1944 « l'action immédiate » sous toutes ses formes.

- de l'état-major du général Koenig, chef des FFI (Forces Françaises de l'Intérieur) créées en février 1944 à Londres

- de l'état-major allié. Le BCRA³ a prévu pour le jour J une douzaine de plans d'action pour les FFI (voir annexe). Les Alliés décident de diffuser par la BBC toutes les phrases codées les 1^{er}-3-4 et 5 juin et ce pour que l'ennemi ne puisse localiser la zone de débarquement.

3. 6 juin 1944 dans le Cher

Dans le Cher la nouvelle du débarquement, les messages de Radio-Londres conduisent des groupes de résistants à des actions offensives. L'unité FTP de Marcel Lalonnier (« Colonel Hubert ») et le groupe Combat dont les chefs sont René Van Gaver et Daniel Blanchard, investissent St-Amand-Montrond obligeant la Milice à se rendre après des échanges de coups de feu dans la nuit du 6 au 7 juin. Cette action est parfois appelée 1^{ère} libération de Saint-Amand. Au même moment FFI et FTP passent à l'offensive contre les postes de la Wehrmacht dans la région de Graçay. Les maquisards s'emparent de la mairie de Châteauneuf-sur-Cher. A Vierzon le groupe Vengeance sabote la ligne à haute tension alimentant l'usine de la Précision moderne fabriquant de l'armement pour les Allemands. Bien entendu, ces événements ne passent pas inaperçus ; les réactions de l'occupant ne tardent pas : Saint-Amand-Montrond-, d'où les unités de la Résistance se sont retirées, est investi par des éléments de la brigade allemande Jesser qui se livrent à des exactions puis se retirent laissant la ville à leurs amis de la Milice sous la conduite du cruel Joseph Lécussan. Des maquisards sont massacrés près de Graçay, des jeunes imprudents fusillés à Bourges.

Imprudences, erreurs tactiques, aventurisme ? Certes on peut juger ces actions prématurées surtout effectuées par des unités à effectifs encore faibles. A Saint-Amand, investi par 70 hommes, il s'agissait d'un coup de main destiné à donner une bonne leçon à la Milice, s'emparer de ses archives et recruter massivement de futurs combattants. Ils repartent à 200 et vont continuer la lutte pour la libération dans la Creuse. L'investissement de Saint-Amand-Montrond le 6 juin est dû à un message « Dans la forêt normande est un grand lit » émis par la BBC à destination de Combat confirmant un ordre de Limoges. Il n'est ni isolé ni irréfléchi. Des villes du Massif Central : Tulle et Guéret connaissent des actions du même genre.

² COMAC : Comité militaire d'action. Comité créé par le CNR pour prendre en charge la direction des opérations militaires en France.

³ BCRA : Bureau central de renseignement et d'action. Organisme chargé des relations entre la Résistance intérieure et la France libre.

Le 6 juin 1944 va avoir des conséquences en terme de pertes humaines ... mais il est aussi le signal d'un soulèvement futur contre l'occupant qui va connaître l'insécurité, le harcèlement et devra début septembre 1944 évacuer le département.

III - Préparation de la lutte armée généralisée dans le département

Pour combattre il faut des hommes et des armes.

Au 6 juin 1944, des maquis existent de part et d'autre de l'ancienne ligne de démarcation. Tous les groupements de résistance sont bien conscients qu'ils ne sont pas assez nombreux, mal équipés, mal armés.

a. Maquis FFI Cher Nord

Comme le souligne Xavier Moissinac (« Murat »), organisateur des maquis FFI du Cher-Nord dans son *Historique des maquis Cher-Nord et Menetou* « Au 6 juin une dizaine d'hommes peu armés dépourvus d'explosifs voilà la force du maquis Cher-Nord ». Grâce à Philippe de Vomécourt (« Saint-Paul ») responsable régional du SOE⁴ puis Virginia Hall (« Diane »), des parachutages d'armes vont avoir lieu à partir des 24-25 juin à destination des maquis qui sont en pleine période de recrutement. Ainsi les groupes suivants vont se mettre en place : *Sébastopol* dès le 6 juin (région de Menetou-Salon) qui devient *Groupe du 18 juin* (Henrichemont – Les Aix d'Angillon), *Hubert Arnaud* (près de Neuvy-les-deux-Clochers), *Tunis* (Ivoy-le-Pré) ; *Bayeux* et *Bertin* (forêt d'Allogny), *Bir Hakeim*, *Croix de Lorraine*, *Alsace* et *Pavie* (Menetou-Salon), à Bourges le groupe *Robin* (dépourvu d'armes), l'important *groupe du Cher Est* organisé par le capitaine Servois (Duret) rattaché aux FFI du Cher-Nord, le groupe *Vengeance* à Vierzon sous les ordres Maurice Belmont de Montagu (« Stag ») composé de près de 300 hommes armés.

b. Les F.T.P.

Les Francs-Tireurs et partisans français sont des groupes de résistants membres des FFI ayant conservé dans le Cher un commandement particulier. Il est d'abord confié à Julien Girault (« commandant Maxime ») puis après la disparition de celui-ci à Marcel Lalonnier (« colonel Hubert »). Les relations avec les groupements FFI et leur commandement varient selon les périodes : « Colomb » intransigeant refuse de livrer des armes aux FTP car ceux-ci ont débuté à l'initiative du PCF et veulent conserver leurs chefs comme officiers. Officiellement les FTP sont représentés à l'Etat-major du Cher-Nord.

Les FTP ont leur journal *En Avant* « organe bimensuel des FTPF du Cher » ayant en sous-titre la citation de De Gaulle « L'insurrection nationale est inséparable de la libération nationale ». Chaque numéro de juin au 15 août 1944 raconte les succès militaires des groupes de maquisards, menacent « les amis des Boches » et dénoncent les atrocités de la répression nazie. Parmi les groupes constitués avant ou après le 6 juin citons : le maquis *de Maupioux*,

⁴ SOE : Spécial Operations executive : service des opérations spéciales. Service britannique créé en 1940 et chargé d'organiser la subversion, le sabotage, les parachutages dans l'Europe occupée.

qui deviendra maquis de *Verneuil* puis groupement *Hubert*, la compagnie *Chevrin* (installée près de Lignéres), les compagnies *Morillon*, *Charlin* formant le bataillon Gabriel Péri du groupement *Hubert*. Dans le sud toujours, va se cacher en forêt de Meillant la compagnie du *1^{er} mai*. Les maquis FTP de Roland Champenier sont passés dans la Nièvre, Jean Vaireaux (« Bourdiche ») resté dans le Sancerrois constitue un groupe de guerre avec notamment des prisonniers de guerre malgaches puis il passe lui aussi avec ses hommes dans la Nièvre. André Lemaire (« Capitaine Daniel ») a constitué également dans le Sancerrois un maquis : la compagnie de *l'Indomptable*. Parmi d'autres groupes FTP : la compagnie *Godard* (entre Saint-Georges-sur-la-Prée et Dampierre-en-Graçay), laquelle se prépare à libérer Vierzon, la compagnie *Wolfer* (Genouilly-Graçay-St-Georges-sur-la-Prée). A Méry-es-Bois la compagnie *Chardin*, à Allogny la compagnie *Balthazar*, sans oublier le groupe des *Lions*, unité de sabotage très mobile. S'y ajoute une compagnie de Guerilleros (Républicains espagnols). L'ensemble de ces unités (2300 hommes à la Libération constituent le 1^{er} Régiment Populaire du Berry).

c. Les FFI du Cher-Sud

La particularité de la résistance armée dans le Cher-Sud consiste dans l'existence du 1^{er} RI (1^{er} Régiment d'Infanterie) organisé dans la clandestinité après la dissolution fin novembre 1942 de « l'armée d'armistice ». Son chef le colonel Bertrand est nommé chef militaire des FFI du Cher-Sud par le COMAC.



Le 1^{er} RI comprend en juillet 1944 9 compagnies, 1200 hommes, son armement : 50 mitraillettes, 500 fusils ; il a reçu dès 1943 des parachutages. S'ajoutent au 1^{er} RI des éléments des chantiers de la jeunesse des forêts locales, des soldats du 1^{er} Régiment de France (régiment créé par le gouvernement de Vichy) des membres de la Compagnie Surcouf, unité qui avait investi Saint-Amand le 6 juin 1944, était passé dans la Creuse et avait subi une répression impitoyable ; une partie des unités FTP qui avaient suivi le même itinéraire que les hommes de la compagnie Surcouf mais sans pertes importantes.

Le 1^{ER} RI ne pratique pas la guérilla offensive avant l'ordre du général Koenig « En avant la cavalerie », concernant le Cher, ordre qui arrive le 12 août 1944. Mais ce n'est pas l'inaction : sabotages, équipements des maquisards, réception de parachutages, libérations de camarades emprisonnés sont le quotidien des FFI du Cher Sud.

IV - Les maquis à l'offensive, la lutte armée

Pour détailler les nombreuses actions des maquisards du Cher contre les troupes allemandes stationnées dans le département ou le traversant je conseille le livre d'Alain Rafesthain « 1944 ... et le Cher fut libéré... : les cent glorieuses de la Résistance ».

Entre le 6 juin et le 13 septembre 1944, on compte 400 actions armées de la Résistance allant du simple accrochage à la véritable bataille qui s'est déroulée à Saint-Hilaire de Court près de Vierzon le 31 août.

Outre les troupes stationnant localement ce sont 100 000 soldats allemands qui traversent le département d'Ouest en Est... ces colonnes en repli devant traverser l'Allier et la Loire pour rejoindre l'Est de la France puis l'Allemagne, et ce à partir de la fin du mois de juillet. Ainsi logiquement le mois d'août est celui où les combats sont les plus intenses. La dernière colonne forte de 20000 hommes, la colonne Elster arrive dans le Berry les 4 et 5 septembre.

Malheureusement ces actions de guérilla conduisent à des pertes humaines, d'autant plus que les Allemands se livrent à des représailles sur la population, utilisent des boucliers humains dans leurs déplacements. Les « lois de la guerre » ne s'appliquent pas ... les résistants sont considérés par les états-majors nazis comme des terroristes ; cependant il y a parfois des négociations (au moment du passage de la colonne Elster) et même un échange de prisonniers.

Les troupes allemandes se livrent à une série de massacres, représailles. Le 8 juin 1944 à Saint-Amand-Montrond : une vingtaine d'exécutions sommaires puis la Milice ayant pris la relève. 60 otages sont menacés d'exécutions, des pillages ont lieu et la rafle des Juifs dans la nuit du 21 au 22 juillet.

LISTE DES VICTIMES DU 8 JUIN 1944

TUÉS OU FUSILLÉS

M. Louis Henri, 17 rue Grenouillère
M. Aumoine Jules, rue de la Gadonnerie
M. Perrault Laurent, 53 rue Grenouillère
M. Cholet Georges, commandant de gendarmerie
Mme Vve Dumas-Coquet, quai Pluviôse
M. Verdier François, rue Méricart
M. Gerbaud Didier à la Roche
M. Beau Gaston, 21 rue Contrescarpe
M. Roger Marcel, 40 rue Anatole France
M. Aubrun Alyre, 8 rue Anatole France
M. Sagnelonge André, 8 rue Desaix
M. Petit André, cité Alabergère
M. Pactat Georges, 52 rue du Dr Coulon
M. Ghirardello René, rue des Soupirs
M. Brunet Roger, rue des Prés
M. Lagarenne, rue Jean Jaurès
M. Marmoin Paul, rue Hoche
M. Lesenfant Louis, avenue de la République
M. Colin Gérard, avenue de la République

LES BLESSÉS

M. Boissonnade, 92 rue Grenouillère
M. Augonnet, 94 rue Grenouillère
M. Guillon rue de la Gadonnerie
Mlle Molimard, rue Grenouillère
M. Tarot Georges, ouvrier boulanger à Blet
M. Phillippon, à Orval
M. Bontemps, rue Félix Pyat

Le 25 juin 1944 à Thauvenay : sept personnes assassinées, 3 déportées, 27 maisons incendiées.

Le 8 juillet 1944 à la ferme de la Bissoudre, (commune d'Orçay – Loir-et-Cher), huit maquisards dont 5 Vierzonnais sont exécutés sommairement.

Le 15 août 1944 à Vierzon-Forges, rafle par la Wehrmacht : un local incendié, un maquisard tué, après prise d'otages, huit personnes sont disparues.

Le 21 août 1944 à la ferme de la Grande Alphare (entre Vicq-Exempt dans l'Indre et Beddes dans le Cher) une colonne allemande tue deux FFI et en blesse grièvement quatre. Deux fermiers sont abattus.

Le 26 août 1944 à Saint-Thibault (commune de Saint-Satur) sept maquisards sont massacrés, c'est « la tragédie du silo ».

Le 29 août 1944 la ferme de Franclieu près de Bengy-sur-Craon est incendiée après cinq exécutions sommaires par une unité allemande en déroute venant d'être mitraillée par l'aviation anglaise.

Le 31 août 1944 à Saint-Hilaire de Court après les combats contre les FTP, les Allemands incendient la ferme de la Jonchère et tuent le fermier. Une trentaine d'hommes sont enfermés dans un grenier de la ferme de Bellefiolle et un ordre est donné de mettre le feu. Heureusement un officier autrichien place une échelle permettant aux hommes de se sauver. La ferme de Bellefiolle, les fermes situées sur la route de Saint-Georges-sur-la-Prée, les maisons à l'entrée du bourg, l'école et la mairie sont incendiées.

Le 1^{er} septembre, un convoi allemand traverse le hameau de Baranthaume. Alors des coups de feu fusent de partout, des grenades éclatent. Le combat s'engage entre l'ennemi et les FTP de la **Compagnie du 1er mai**, commandés par **Alcide Métier**, qui ont reçu l'ordre de les arrêter.

L'ennemi, ce sont des troupes hindoues enrôlées dans la 95^{ème} brigade indienne de la *Wehrmacht*. Les Français demandent du renfort et reçoivent le soutien d'éléments de la 33^{ème} demi-brigade des FFI du Cher-Sud arrivés en hâte.

Les maisons brûlent une à une, incendiées par les Hindous. Ils sèment la terreur partout où ils passent, commettant de nombreux viols.

Après Baranthaume, ils arrivent à **Levet**. Ils y violent douze femmes, puis se dirigent vers Dun-sur-Auron. Attaqués une nouvelle fois par des éléments de la 33^{ème} demi-brigade, ils répriment cette intervention avec violence, tuent quatre maquisards, allument de nouveaux incendies dans cette ville, fusillent deux gendarmes et cinq Dunois pris en otages. Au matin, après avoir pillé des maisons, ils se dirigent vers Bussy, et sur la route de Lantan, fusillent deux hommes qui travaillent dans les champs. Les éléments de ce détachement de la *Wehrmacht* réussirent à gagner l'Est après être passés à **Sancoins** les 2 et 3 septembre.



Découvertes macabres aux puits de Guerry

Il faut réserver une place particulière au massacre des puits de Guerry effectué sur le territoire de la commune de Savigny-en-Septaine dans le polygone militaire. Les 24 juillet et 8 août 1944 ce sont 36 Juifs qui sont tués dans des conditions monstrueuses : 28 hommes et 8 femmes ; 33 de ces Juifs ayant été arrêtés lors de la rafle de Saint-Amand. Nous sommes là en présence d'un acte relevant plus de la « solution finale » nazie que de mesures de représailles... Le département est marqué à jamais par ce crime dont les victimes sont régulièrement honorées par des cérémonies très suivies.

L'armée allemande a perdu 500 hommes lors des divers combats ayant eu lieu dans le département.

V - La libération des villes et la reddition de la colonne Elster

L'expérience du 6 juin à Saint-Amand-Montrond, la menace que fait peser la colonne Elster, la très faible implication des troupes alliées au sol, la volonté de mettre la population locale le plus possible à l'abri des représailles, font qu'il n'y a pas eu d'assaut contre les villes occupées du département. Pierre Jacquet, capitaine FTP qui a assisté aux réunions d'Etat-major du Cher-Nord, raconte qu'heureusement, les va-t'en guerre prônant l'attaque de Bourges n'ont pas été suivis. En fait les embuscades multipliées, l'insécurité des déplacements des occupants vont pousser les officiers allemands à faire évacuer leurs troupes à Vierzon et Bourges presque entièrement et à éviter un affrontement qui aurait provoqué de nombreuses victimes parmi les civils.

Le 3 septembre, des éléments du 4^{ème} bataillon français du SAS⁵ en provenance du Loiret franchissent la Loire en Jeep à Briare (opération Haggar) et vont renforcer le maquis de Menetout-Salon. Le même jour, la Kommandantur de Bourges évacue son siège. Les Allemands évacuent Vierzon.



Le 4 septembre l'Etat-major FTP, réuni à Brinay décide d'investir Vierzon. Ce sera fait à 21 heures, à ce moment-là les drapeaux tricolores surgissent de partout, la foule en liesse acclame de Gaulle, les FTP. Et arrivent des éléments motorisés pris d'abord pour des hommes de la 2^{ème} DB. En fait ce sont des Américains. Le même jour un combat est livré par un détachement du 4^{ème} Bataillon de parachutistes SAS et des FFI du Cher-Nord

aux Aix d'Angillon contre une cinquantaine de militaires d'un corps d'infanterie de marine allemand ayant refusé de se rendre. Au bout d'une heure les Allemands se replient laissant des tués et blessés, un camion et leurs réserves. Les hommes du maquis de Menetou ont des blessés graves : le sous-lieutenant Wilms, le capitaine Larralde, le capitaine Bordes (« Oxford ») de la mission alliée parachutée à Ivoy-le-Pré et deux autres hommes.

Le 6 septembre le commandant « Colomb » (Arnaud de Vogüé) est informé à son QG de la ferme de Beaumont que, à l'exception de quelques dizaines d'hommes, les Allemands ont évacué Bourges. Alors ce sera l'entrée triomphale dans Bourges en début d'après-midi : hommes des maquis d'Ivoy-le-Pré et Menetou-Salon, maquis du Cher-Est sous les ordres du capitaine « Duret » (Servois), des éléments du 1^{er} RI pour le Cher-Sud, des FTP de diverses compagnies sous les ordres de J.-B. Magnon.



Arnaud de Vogüé

⁵ SAS : Special Air Service- Parachutistes britanniques et de la France libre. Unité créée à l'automne 1941 ; devise « qui ose gagne ». En 1943 le SAS devient une brigade comprenant quatre régiments : deux britanniques (1^{er} et 2^{ème} SAS), deux français (3^{ème} et 4^{ème} SAS)



Défilé des Jeunesses patriotiques à Bourges, rue Moyenne le 7 septembre 1944. - AMRDC

L'enthousiasme des habitants, les documents allemands brûlés dans la rue Moyenne, le drapeau tricolore à la grande tour de la cathédrale ... et dès le 7 septembre la mise en place de nouvelles autorités.

Il reste cependant un grand danger concernant les jours à venir : depuis le 6 septembre l'Etat-major d'Elster s'est installé à Châteauneuf-sur-Cher, des tentatives de négociation ont été entamées sans succès. Forte de 20 000 hommes

armés, mais heureusement pour la Résistance, démoralisés, la colonne Elster constitue une grave menace. Devant rejoindre l'Allemagne, elle est harcelée sur terre par les maquis et mitraillée par l'aviation alliée. Finalement Elster apprenant que Decize (sur la Loire, un des derniers ponts en service) est tombé aux mains des FFI, décide d'accepter de se rendre. Un 1^{er} protocole est signé à Issoudun dans l'Indre le 10 septembre 1944 entre le général allemand et des officiers américains. Le 11 septembre 1944, à Arçay dans le Cher, la signature de l'accord est confirmée en présence des chefs de la résistance armée, la cérémonie donnant lieu à des manifestations de joie et de soutien aux forces françaises de la population locale. Les Allemands rejoignent avec leurs armes et leur matériel Beaugency (sur la Loire) où ils se rendront officiellement aux troupes américaines le 15 septembre 1944... Les honneurs rendus par les Américains aux officiers d'Elster vont être très mal vécus par les résistants. Tout ne s'est pas passé sans difficultés. Le 11 septembre des éléments de la colonne ont failli attaquer la ville de Sancoins... heureusement la nouvelle de la signature du protocole de reddition est arrivée avant que l'assaut ne soit déclenché.



Le Général Elster à Arçay

Pour les parties VI, VII, VIII, concernant le retour aux institutions républicaines, je conseille de vous reporter au cédérom de l'AERI « La Résistance dans le Cher » / Aspects de la Résistance, chapitre « L'après-Libération ».

A noter que la libération du département en septembre 1944 n'est pas pour nombre de résistants du Cher la fin des combats. Beaucoup vont s'engager dans l'armée reconstituée qui pratique l'amalgame entre les troupes régulières ayant participé aux débarquements et les maquisards FFI et FTP. Ils vont participer à la libération des poches de l'Atlantique (FFO sous le commandement du général de Larminat) et à celle des Vosges-Alsace (sous le

commandement du général de Lattre de Tassigny) puis à l'offensive finale contre l'Allemagne nazie.

VI – De nouveaux pouvoirs et retour à la République

Dès la libération du département, de nouvelles autorités se mettent en place. De même que le général de Gaulle, président du GPRF (Gouvernement provisoire de la République française) refuse toute transmission de pouvoir venant des Vichystes, les nouvelles autorités (préparées dans la clandestinité par les forces de la résistance locale en accord avec le GPRF) n'acceptent aucun retournement ni du préfet Jean Gerbaud, ni de Georges Lamy faisant fonction de maire de Bourges depuis la mort en 1943 de Henri Laudier. Le premier est remplacé par Gustave Sarrien, le second par Charles Cochet. Le 7 septembre le Comité Départemental de Libération tient sa première réunion à l'Hôtel de ville de Bourges sous la présidence de Marcel Plaisant, seul parlementaire du département à avoir refusé en juillet 1940 les pleins pouvoirs au maréchal Pétain.

C'est bien le système républicain qui se remet en place : avril, mai 1945 : élections municipales où les listes issues de la Résistance sont presque partout majoritaires, 23 septembre 1945 : élections cantonales, 21 octobre 1945 : référendum récusant un retour à la Constitution de la III^{ème} république et élection d'une Constituante où les partis politiques ayant organisé la Résistance ou en étant issus obtiennent une écrasante majorité. Un 2^{ème} référendum sera nécessaire en 1946 pour organiser la IV^{ème} République.

En même temps de nombreuses préconisations du programme du CNR commencent à se mettre en place sur les plans économique et social... La presse enfin libre, aidée par l'Etat connaît un développement remarquable. Dans le Cher la Dépêche du Berry collaborationniste laisse la place au Berry Républicain qui défend les idéaux de la Résistance (à cette époque).

L'épuration : Il s'agit de châtier les traîtres qui ont collaboré avec l'occupant et ceux qui ont soutenu activement la politique des gouvernements vichystes. Une Cour de Justice et une chambre civique sont légalement mises en place pour juger les « collabos ».

Ce point de notre histoire souvent jugé très négativement a été très largement surestimé. L'épuration a été sévère concernant les délégations mises en place par le gouvernement de Vichy : 43 maires et 297 conseillers municipaux du Cher sont déchus ; 283 conseils municipaux réorganisés. Les condamnations des Cours de Justice concernent (toujours pour le Cher) 476 personnes parmi lesquelles 42 condamnations à mort dont 32 par contumace (peu furent exécutées) ; 25 peines de travaux forcés à perpétuité ; 101 peines de prison... Les chambres civiques ont prononcé des dizaines de mesures d'indignité nationale à vie, près de 300 pour une durée limitée. Des centaines de personnes ont comparu devant les comités de confiscation pour profits illicites (marché noir).

Les résistants ont regretté des scènes indignes, notamment les femmes tondues pour avoir fréquenté des Allemands. L'épuration « sauvage » concernant les collaborateurs exécutés, épisode peu glorieux mais dépendant des conditions de la lutte, se situe essentiellement avant la Libération de septembre 1944.

VII Le retour des absents

Avril, mai 1945 : le III^{ème} Reich pris en étau par les forces alliées s'effondre. Avant et après la reddition sans condition de l'Allemagne nazie, les prisonniers, internés, travailleurs requis, déportés peuvent rentrer en France. Mais l'attente des familles va être parfois longue et le non retour des disparus très difficile à vivre. S'ajoutent d'énormes problèmes de communication : voies ferrées et ponts détruits, convois militaires en déplacement, manque de véhicules, de carburant... L'état sanitaire des déportés est épouvantable.

Trois catégories très différentes d'absents par suite de faits de guerre vont revenir au pays par vagues successives :

1. Les prisonniers de guerre : ils sont plus de 1 million à rentrer en 1945. Les retours pour toute la France s'étalent de mai à septembre 1945. Nombre de prisonniers sont déçus de l'accueil qui leur est réservé : impression d'indifférence, pays ne correspondant pas à celui dont ils ont rêvé. Le 1er octobre 1945 le centre d'accueil de La Bécasse, place de la gare à Bourges, ferme ses portes. Il a accueilli depuis son ouverture le 16 mars 1945 6000 personnes, dont une écrasante majorité de prisonniers de guerre.
2. Les déportés : le premier déporté est de retour à Bourges le 17 avril 1945. Le Berry Républicain narre le retour de déportés connus : Camille Lerâle, le général Challe dont le fils Hubert également déporté meurt dans l'avion qui le rapatrie, André Pontoizeau inspecteur de l'enseignement, René Cherrier, Lucienne Cherrier, Les témoignages publiés dénoncent l'horreur du monde concentrationnaire, chose qui était ignorée avant ces récits. Sur les 699 déportés à partir du Cher, 284 ont survécu (selon le Comité d'Histoire de la seconde guerre mondiale)
3. Les requis pour le STO : Il y a, au printemps 1945, souvent confusion entre déportés et requis au STO baptisés « déportés du travail ». Premier retour : deux STO arrivent en gare de Bourges lundi 12 mars 1945 venant de la région de Düsseldorf. A partir du 19 avril 10 à 20 arrivent par jour. A partir du 15 mai la presse locale mélange les catégories de Français(es) de retour d'Allemagne. Il ne faudrait pas oublier que de 10 000 à 15 000 jeunes (selon les sources) par suite de révoltes, de non-respect d'interdictions (par exemple organiser des événements à caractère religieux) ont été transférés de centres d'hébergement pour travailleurs étrangers dans des camps de concentration.

Les membres des trois catégories ont souffert, pas de la même façon, mais tous ont estimé ne pas avoir été assez reconnus par leurs concitoyens.

Les efforts pour la reconstruction : Dans notre département, le bilan de l'Occupation et des combats est lourd : destruction dues aux bombardements et aux actes de sabotage : 272 immeubles détruits, 3255 sinistrés, ponts et voies ferrées hors d'usage, graves pénuries, manque de matières premières, machines en mauvais état. Le CDL qui avait dans un premier temps augmenté les rations alimentaires est obligé de les restaurer.

Les syndicats, et surtout la CGT, ont participé activement à la Libération. Ils ont conscience de la nécessité de relancer la production. Ce sera « retrousser les manches ». Alors les travailleurs s'activent et grâce à leur investissement (les cheminots feront jusqu'à 54 heures par semaine) le 13 octobre 1944 le premier avion bi-moteur sort des ateliers de la SNCAC (actuelle MBDA) ; le même jour, la liaison par locomotive électrique Vierzon-Orléans est rétablie, le 28 octobre celle entre Vierzon et Châteauroux. A Vierzon la Société Française produit 25 tracteurs et 20 batteuses par jour grâce à l'ingéniosité des ouvriers qui ont remis en service de vieux moteurs à gaz.

Mai 1945 : après la capitulation de l'Allemagne, les efforts continuent. Jean Andros secrétaire départemental de la CGT donne comme mot d'ordre aux ouvriers de la métallurgie « doter notre agriculture du matériel dont elle a besoin ». Et la puissante Confédération générale de l'agriculture forte de ses 14000 adhérents coopère avec les travailleurs de la ville. Mais le manque de matériel et d'engrais freine la production. La hausse des prix suscite des remous.

Jean-Claude Bonnin

Annexe : Les plans du BCRA :

Une douzaine de projets, pour l'essentiel :

Plan Vert de désorganisation des chemins de fer, **Plan Violet** de destruction des lignes souterraines de télécommunications à grande distance, **Plan Jaune** de destruction des dépôts de munitions, **Plan Rouge** de destruction des dépôts de carburants, **Plan Bleu** de destruction des lignes de courant à haute tension, **Plan Noir** de neutralisation des PC ou QG ennemis, **Plan Grenouille** de destruction des installations portuaires ainsi que des plaques tournantes et engins de levage du réseau ferré, **Plan Tortue ou Plan Brun ou Plan Marron** de destruction des blindés ennemis, **Plan Bibendum**, de paralysie des transports routiers, nouvelle version du plan Tortue, **Plan Sussex** de recherche et d'exploitation immédiate de renseignements tactiques en dehors des réseaux habituels, **Plan Caïman** de création, dans le Massif Central, d'une zone libérée pour y installer le GPRF, **Plan Momie** de protection des ports.